

## Le 14 novembre

### Pour l'emploi et la solidarité en Europe.

Les organisations syndicales françaises Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, UNSA et UNEF s'inscrivent avec l'ensemble du syndicalisme européen dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre 2012 pour la l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Ces mesures, loin de rétablir la confiance ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices. Elles mettent à mal le modèle social européen mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

**En France** c'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre. Les plans de licenciements se multiplient. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes, les plans de licenciements se multiplient. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

**En Seine Maritime,** le problème de l'emploi s'aggrave dans tous les domaines, que ce soit du secteur public ou du secteur privé.

Le secteur industriel, était un atout économique pour notre département : 1<sup>er</sup> département français pour le raffinage de pétrole et pour le secteur verrier avec le flaconnage de lux dans la vallée de la Bresle. La filière automobile y est fortement représentée, ainsi que la filière papetière.

Des centaines de sous-traitants accompagnent nos industries.

C'est ainsi que l'industrie à contribué à notre économie, en hissant notre département au 5<sup>ème</sup> rang français en terme de puissance économique, avec un PIB (richesse produite) de plus de 29 milliards pour la Seine Maritime.

Cependant, l'avenir incertain, à ce jour de la raffinerie de Petit Couronne, du secteur de l'automobile, de l'usine Legrand Normandie de Montville, de Révima et de bien d'autres entreprises doit tous nous interpeller.

**Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux.**

Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même.

- la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;
- des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi.

Les organisations syndicales Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, UNSA et UNEF, appelle les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs à faire du 14 novembre une grande journée d'action et de mobilisation.

**A ROUEN, 11h00,** devant le MEDEF.

**Au HAVRE, 11h00** devant la Codah rue. Braque

**A DIEPPE, 10h00,** place Louis Vitet

